

À bas l'Europe forteresse ! Vive l'union des travailleurs !

Expulsions violentes de campements à Paris ; brutalités des forces de l'ordre à Calais ; opération musclée de la police italienne à Vintimille et barrage de la police française contre des migrants qui veulent passer en France : les quelques dizaines de milliers de femmes et d'hommes qui ont, au péril de leur vie, réussi à poser le pied en Europe sont traqués, harcelés et frappés sous nos yeux. Et le ministre de l'Intérieur nous parle d'humanité !

Arrêtés dans les trains ou dans les camions où ils se glissent, expulsés des places où ils dorment pour « occupation illégale de l'espace public », les migrants ne peuvent ni circuler, ni stationner.

C'est inhumain et absurde. Ces femmes et ces hommes ne se dissoudront pas dans l'air et rien ne les arrêtera, parce qu'ils n'ont pas d'autre choix que d'avancer.

La condition des migrants est l'illustration de l'expression de Karl Marx « Les prolétaires n'ont pas de patrie ». Car quelle est la patrie pour les Irakiens qui ont fui Mossoul à l'arrivée de Daech ? Quelle est la patrie pour les Syriens pris entre la barbarie d'Assad et celle des milices islamistes ? Ou pour les Erythréens qui risquent le bagne à perpétuité ?

Ces femmes et ces hommes ne peuvent plus vivre chez eux, mais partout en Europe, ils sont rejetés comme des indésirables.

Jamais l'Europe n'aura autant mérité le surnom de Forteresse. Non contents de multiplier murs et barbelés aux limites de l'espace Schengen, les gouvernements européens rétablissent les frontières en son sein. Au prétexte que la convention de Dublin prévoit que les demandeurs d'asile déposent leur demande dans le pays d'entrée en Europe, la France et l'Autriche, par exemple, ont fermé leurs frontières pour bloquer les migrants en Italie.

Les dirigeants européens se gargarisent en parlant de coopération et de solidarité. Ils reconnaissent en paroles la nécessité d'accueillir les réfugiés, mais c'est à l'Italie et à la Grèce de se débrouiller pour gérer l'urgence de la situation. L'enfer dans lequel ils condamnent les migrants à Calais ne leur suffit pas, ils sont en train de recréer la même chose à Vintimille, à Rome, en Grèce !

Dans ce jeu ignoble où l'on se rejette les migrants comme on se repasse une patate chaude, le gouvernement français remporte la palme du cynisme. Pour coller à la démagogie anti-immigrée de la droite et du

FN, le gouvernement de Hollande transforme les réfugiés en parias et, de fait, leur dénie le droit de demander l'asile et de circuler librement. Les migrants ne demandent pas la lune, beaucoup ne veulent même pas rester en France. Mais le gouvernement leur refuse les hébergements d'urgence qui leur permettraient de reprendre des forces et de repartir.

Il justifie sa politique restrictive et répressive au prétexte que « cela créerait un appel d'air » et que « l'on ne peut pas accueillir toute la misère du monde ». Cette rengaine ne doit plus masquer ce qui est un crime : celui de non assistance à personne en danger.

« On n'a pas les moyens d'accueillir de nouveaux immigrés », nous dit-on, mais on trouve de quoi entretenir chaque année de nouveaux millionnaires et satisfaire leurs caprices ! « On n'a pas les moyens d'accueillir de nouveaux immigrés », nous disent encore ceux qui sont prêts à mettre des milliards sur la table pour les Jeux Olympiques !

Tous ces politiciens se moquent de la misère. Ils se moquent de celle des migrants comme de celle, ici en France, des classes populaires et ils ne bougeront pas le petit doigt pour soulager leur souffrance. Alors, laissons ces fausses évidences aux défenseurs des inégalités, de l'exploitation et de l'injustice !

Il faut combattre les vrais auteurs de chômage et de misère que sont les capitalistes. Contre eux, les migrants sont nos sœurs et frères de classe. C'est pourquoi refuser les expulsions et demander la régularisation des sans-papiers qui veulent rester ici doivent faire partie des revendications du monde ouvrier.

Il en va de même de la revendication de la libre circulation pour tous. L'Europe capitaliste garantit celle des marchandises et des capitaux, mais elle multiplie les obstacles pour empêcher la circulation des travailleurs.

Pour les riches étrangers, fussent-ils des requins de la finance, les portes sont grand ouvertes, pour des travailleurs qui ne demandent qu'à être utiles à la société, elles sont fermées. C'est bien là l'image d'une société pourrissante !

Le capitalisme brasse les travailleurs du monde entier, le monde ouvrier peut en faire une force à condition d'être conscient d'appartenir à une classe ouvrière internationale qui a à révolutionner la société de fond en comble.

Extraordinaire !

Un CE chasse l'autre, annule, remplace ou contredit le précédent. Ce qui serait extraordinaire, ce serait une semaine sans CE.

Remettre les compteurs à zéro

Ce système des H+ et des H- est organisé et voulu par la direction. Elle nous fait payer ses aléas de production et vide ou remplit les compteurs à sa guise.

Il faudra pour que cela cesse qu'on remette les compteurs à zéro, comme ont commencé à le faire les travailleurs qui ont débrayé pour dire stop à ce système de malades.

Qu'ils se rendent utiles !

Le service du personnel et les cadres sont mobilisés tous les samedis. Ils sont à l'usine dès l'aurore pour essayer de limiter l'ampleur des débrayages.

Ces partisans des semaines à rallonge feraient mieux de mettre les gants et de tenir un poste.

Ça soulagerait ceux qui bossent et, très certainement, cela les ferait bien rigoler.

Les anciens ont le droit de se reposer, les plus jeunes de travailler

Après avoir empêché les plus anciens de partir en congé sénior, voilà maintenant qu'il faudrait qu'ils se décident à partir avant la fin du mois.

Supprimer des postes, c'est l'obsession de la direction. La nôtre : pour tout départ une embauche en CDI !

Il y a séniors et seigneurs...

La direction revoit à la baisse les conditions financières de départ des anciens en congé senior prévus pour les usines de Poissy, Rennes et Saint-Ouen. Elle veut faire des économies là dessus aussi.

Par contre, le super plan senior pour les ex-PDG Varin (300 000 euros par an à vie) et Folz (800 000 euros par an à vie), lui, est maintenu.

Il n'y a aucune raison de revenir en arrière sur les retraites des ouvriers.

Cadeaux fiscaux à fond perdus

Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi est une aubaine pour les grosses entreprises : en 2014, il a rapporté à PSA 74 millions d'euros, 22 de plus que l'année précédente !

Dire que ce cadeau fiscal est fait aux entreprises sous prétexte de l'emploi ! PSA en a supprimé plus de 10 000 en 2 ans. Et le gouvernement lui allonge les millions !

Le dépeçage continue

Après bien d'autres activités, la direction veut sous-traiter l'activité EVN (Expédition des Véhicules Neufs) à Gefco, ce qui concerne 400 travailleurs dans les usines terminales.

Pour le moment, la direction dit que les travailleurs concernés resteront PSA et seront « prêtés » à Gefco. Qui peut encore croire les promesses de la direction ?

Il avait distillé avant de causer ?

« *Instiller la culture du profit* » dans l'entreprise voilà le grand objectif que se fixe Dorge, le DRH du groupe. Le profit, cela fait belle lurette que PSA en fait pour remplir les poches des actionnaires.

Maintenant, qu'on chope cette « culture » qui veut dire suppression d'emplois, salaires congelés et accroissement des charges de travail, ça ne risque pas !

Ils savent plus quoi faire de leur fric

La direction a prévu jusqu'à 1,3 milliard d'euros pour du rachat d'actions qui seront ensuite annulées.

Du gâchis ? Oui, car c'est vraiment jeter par les fenêtres l'argent créé par notre travail.

Les bénéficiaires de l'opération sont les plus gros actionnaires dont la valeur des actions va augmenter et le dividende par action également.

Maintenir les emplois de tous

La direction prévoit de construire une nouvelle usine de montage au Maroc. Tant mieux pour nos frères marocains au chômage si cela leur donne la possibilité d'un emploi.

Si PSA peut s'offrir de nouvelles usines, c'est grâce aux profits réalisés dans les usines actuelles. Autrement dit, c'est nous qui les payons. Alors pas question que nous payions deux fois par des suppressions d'emplois.

Y'a largement du travail pour tout le monde !

Les étrangers rapportent

Selon le journal luxembourgeois *L'Essentiel*, les frontaliers qui travaillent au Grand-Duché ont rapporté 1,8 milliard de cotisations aux caisses de l'État mais n'ont touché que 1,63 milliard de prestations.

Comme quoi les étrangers - dans ce cas les Français qui tous les jours vont travailler au Luxembourg - ne coûtent pas cher, au contraire ils rapportent.

**Ce bulletin est tiré en nombre réduit,
fait le circuler...**